

Initiatives ministérielles

des mesures législatives qui vont permettre aux Canadiens riches d'investir davantage dans leurs REER.

Les libéraux se font énormément de tort en ne s'opposant pas vivement à la TPS et ils commencent à se rendre compte que les Canadiens voient clair dans leur jeu. Les libéraux tentent de faire des tours de passe-passe et se livrent à quelques manoeuvres politiques en prétendant que les néo-démocrates sont contre les REER et que sais-je encore! Ce n'est pas notre position.

M. Mills: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je vous demande quelques instants, car c'est la première fois que j'invoque le Règlement à la Chambre et vous allez peut-être trouver que je l'enfreins. Mais j'ai écouté les néo-démocrates pendant trois heures, ici et à une réunion du Comité des finances.

Ils ne cessent de dire que nous n'avons pas de solutions à offrir de ce côté-ci de la Chambre. Je veux consigner au compte rendu que ce n'est pas le cas et qu'ils le savent, car, ces deux dernières semaines, j'ai moi-même fait tenir à tous les députés néo-démocrates copie d'une proposition de notre parti intitulée la taxe unique, et je voudrais que tout le monde le sache. Cette proposition fait partie des nombreuses solutions que l'on élabore en ce moment.

Le président suppléant (M. Tremblay (Québec-Est)): La parole est au député de Prince George.

M. Hockin: J'invoque le Règlement. Je ne pense pas qu'il s'agissait d'un rappel au Règlement, mais je voudrais savoir si la taxe unique fait partie de la politique du parti?

M. Mills: Monsieur le Président, j'ai commencé par dire que ce n'était pas la politique du parti, mais que nous étudions de nombreuses possibilités. On ne devrait pas dire que nous, les libéraux, nous n'étudions pas diverses possibilités et que nous ne proposons pas de solutions de rechange. C'est une solution parmi bien d'autres qui sont à l'étude et je l'ai présentée au ministère des Finances. Nous l'étudions depuis neuf mois et nous n'avons pas encore reçu une seule réponse du gouvernement du Canada à ce propos. Je sais qu'un grand nombre de mes collègues en ont beaucoup d'autres, mais nous n'avons reçu aucune réponse.

M. Horner: S'agissait-il de la proposition de Pocklington?

M. Mills: Était-ce une question? Est-ce la proposition de Pocklington? Je devrais vous dire que ce n'est absolument pas le cas.

Des voix: Règlement!

• (1810)

[Français]

Le président suppléant (M. Tremblay (Québec-Est)): Tout ce que j'ai entendu est, selon moi, matière à débat, et je donne à nouveau la parole à l'honorable député de Prince George—Bulkley Valley (M. Gardiner).

[Traduction]

M. Gardiner: Monsieur le Président, je sais que, d'après ce que nous savons du Règlement, on aurait lieu de penser que les interventions n'étaient probablement pas des rappels au Règlement, mais cela ne fait rien. Je l'accepterai parce que je sais que de temps en temps les conservateurs font probablement la même chose.

Les néo-démocrates ne prendraient jamais la parole pour faire un rappel au Règlement et en fait essayer d'engager une discussion. Je sais gré à mon collègue du Parti libéral de sa belle proposition fiscale fantaisiste que j'ai reçue. Elle se trouve dans ma pile de courrier à lire un jour.

Le député conservateur a raison. Pour autant que nous sachions, ce n'est pas la politique du Parti libéral. On a considéré à un moment donné, je pense, que le député qui est intervenu de son siège se présenterait peut-être comme candidat à la direction de son parti.

Le fait, je pense, qu'il n'ait pas pu obtenir l'argent, le 1,7 million de dollars qu'il faut d'après le Parti libéral, pour devenir chef de ce parti, l'a empêché de le faire. Il n'en a pas les moyens. Il a dû renoncer. Cela montre combien son idée est appuyée dans son propre parti. Il n'a pas pu vendre assez de livres. Cela montre bien les défauts du Parti libéral et la façon dont il traite certains membres de son caucus qui s'efforcent sérieusement, je pense, de faire des propositions honorables. Mais je me demande si le critique associé des finances du Parti libéral est au courant de cette proposition, et dans l'affirmative ce qu'il en pense.

Je me demande s'il est disposé à la présenter au congrès. Étant donné les tours de passe-passe auxquels nous voyons se livrer les libéraux et les conservateurs à propos de la TPS, nous ne savons jamais à quoi nous attendre.

M. Mills: L'Alberta l'a approuvée.

M. Gardiner: Un député a fait allusion au premier ministre Getty. La belle affaire! C'est du joli, le premier ministre albertain Getty est d'accord, lui que le Parti libéral ridiculise pour avoir désigné ce lundi Jour de la famille.

M. Mills: Le Parti libéral.